



Caractéristiques des communautés étudiées

Florent Kohler, François-Michel Le Tourneau, Isabelle Tritsch

► To cite this version:

Florent Kohler, François-Michel Le Tourneau, Isabelle Tritsch. Caractéristiques des communautés étudiées. Editions de l'IHEAL. Amazonie brésilienne, usages et représentations du territoire, 88, pp.93-130, 2017, Travaux et Mémoires, 978-2-37154-035-4. <hal-01678070>

HAL Id: hal-01678070

<https://hal.science/hal-01678070v1>

Submitted on 8 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



François-Michel Le Tourneau (dir.)

Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire

Éditions de l'IHEAL

Chapitre III. Caractéristiques des communautés étudiées

Florent Kohler, François-Michel Le Tourneau et Isabelle Tritsch

DOI : 10.4000/books.iheal.3176
Éditeur : Éditions de l'IHEAL
Lieu d'édition : Éditions de l'IHEAL
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 24 mai 2018
Collection : Travaux et mémoires
ISBN électronique : 9782371540385



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

KOHLER, Florent ; LE TOURNEAU, François-Michel ; et TRITSCH, Isabelle. *Chapitre III. Caractéristiques des communautés étudiées* In : *Amazonie brésilienne : Usages et représentations du territoire* [en ligne]. Paris : Éditions de l'IHEAL, 2017 (généré le 07 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheal/3176>>. ISBN : 9782371540385. DOI : 10.4000/books.iheal.3176.

Chapitre III

Caractéristiques des communautés étudiées

FLORENT KOHLER, FRANÇOIS-MICHEL LE TOURNEAU
ET ISABELLE TRITSCH

A PRÈS avoir dressé un tableau d'ensemble des trois régions dans lesquelles se trouvent les sites étudiés, l'objectif est maintenant de présenter en détail l'histoire et la configuration de chacun d'entre eux. Le passé des villages a été reconstitué à partir de documents historiques et d'interviews des habitants portant sur l'histoire locale et la vision qu'ils en ont. Nous avons voulu la saisir le mieux possible en tant que cadre explicatif important du rapport à l'espace des populations actuellement présentes.

En ce qui concerne la configuration actuelle, les données utilisées sont celles qui ont été recueillies sur le terrain par le biais des questionnaires systématiques, à partir desquels nous pouvons cerner les caractéristiques économiques et sociales des populations.

Comme nous l'avons souligné, il n'a pas été possible d'appliquer cette approche à tous les sites du projet Usart. Pour cette raison, si l'approche historique est développée pour les cinq sites, seules les données quantitatives des trois terrains du Trombetas sont analysées.

Microhistoire de trois communautés traditionnelles du Trombetas

Le lac d'Abuí : une communauté organisée par l'Église catholique

L'occupation du lac d'Abuí par des familles *quilombolas* est probablement très ancienne puisque, lors de l'expédition punitive de 1855, une troupe est envoyée à leur poursuite, qui explore rapidement le lac, sans toutefois y trouver personne¹. Tavares Bastos signale, lui, une occupation des lacs voisins, Tapagem et Jacaré, dès 1840. Certains détails amènent cependant à penser que le lac d'Abuí n'a pas connu d'occupation permanente jusqu'aux années 1950, ou alors uniquement par de très petits effectifs. Ainsi, sur la carte du monde publiée en 1922 par le Clube de Engenharia de Rio de Janeiro, le lac d'Abuí est dessiné, mais pas nommé, tandis que les lacs voisins d'Arrozal et de Tapagem, plus petits, le sont – sans doute car ils étaient occupés depuis longtemps et donc mieux connus. De la même manière, sur la carte de 1950 de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), le lac d'Abuí n'apparaît même pas, à l'inverse de celui de Tapagem, qui est pourtant bien plus petit.

Avant les Quilombolas, des groupes amérindiens ont sans aucun doute habité la région, comme le prouve la présence de *terras pretas*², d'ailleurs recherchées aujourd'hui encore par les Quilombolas en raison de leur fertilité³. Par la suite, des familles ont sans doute habité le lac et ses environs, comme en témoigne un pot en terre cuite trouvé par les habitants d'Abuí il y a quelques années, aux environs d'un *castanhal* (cf. photo 1 ci-après).

1. E. A. Funes, *op. cit.*

2. Les *terras pretas* (terres noires) sont des sols d'origine anthropique, riches en matières organiques et donc très fertiles. Leur existence est une des preuves de la présence de peuplements précolombiens denses et de longue durée en Amazonie.

3. Selon certains auteurs, la présence des *castanhais* serait une autre preuve : cf. H. Ramirez et G.H. Shepard Jr, « "Made in Brazil": Human Dispersal of the Brazil Nut (*Bertholletia excelsa*, *lecythidaceae*) in Ancient Amazonia », *Economic Botany*, vol. 65, n° 1, 2011, p. 44-65.

Photo 1. Pot en terre cuite retrouvé à proximité du *castanhal* Ponta do Jaraí

© FMLT.

L'occupation contemporaine du lac d'Abuí semble commencer dans les années 1940-1950. En effet, les habitants actuels, âgés de plus de 60 ans, sont tous originaires de communautés voisines et ne fréquentaient à l'époque le lac d'Abuí qu'occasionnellement, pour pêcher, récolter des œufs de tortue et des noix. Il est possible cependant qu'il y ait eu alors quelques habitants qui auraient pu donner un nom à certains lieux. Les habitants actuels reconnaissent qu'il s'agit d'un nom propre, mais auquel ils sont incapables de rattacher une personne de leur connaissance. À l'époque, la zone est sous la coupe de deux barons de la noix du Brésil, Zé Machado et Antonio Luis.

La population d'Abuí augmente progressivement à partir des années 1960, mais l'occupation de l'espace s'avère relativement discrète jusqu'aux années 1980. D'après les récits que nous avons recueillis, Abuí compte environ douze maisons en 1970 ; certaines familles des communautés voisines fréquentent le lieu pour profiter de ressources plus abondantes (noiseraies, poissons et terres cultivables).

Une nouvelle étape commence avec l'expulsion des habitants de la Réserve biologique Trombetas (1979), sous les menaces d'un individu se déclarant propriétaire de la zone. Plusieurs familles délogées du lac Jacaré (situé sur la rive gauche du Trombetas, à peu de distance du lac d'Abuí qui se trouve, lui, sur la rive droite) ont ainsi, après une période

transitoire dans la communauté de Tapagem un peu plus au sud, rejoint Abuí, où les terres cultivables étaient plus abondantes (ce qui permettait aussi, sans doute, aux nouveaux venus d'échapper à un conflit sur l'occupation des sols avec les gens de Tapagem). Le même usurpateur aurait également tenté d'intimider les habitants d'Abuí, ce qui a conduit, en 1982, à une forte mobilisation, avec l'appui du Syndicat des travailleurs et travailleuses ruraux (STTR).

L'action de l'Église est fondamentale dans la création de la communauté d'Abuí. Mobilisés par les menaces d'expulsion qui pèsent sur les habitants de la région, les religieux du Verbe-Divin, en particulier le père Patrício, se rendent auprès des familles dans le but de les rassembler pour fonder une communauté ecclésiale. C'est autour de ce projet que les familles se regroupent sur une partie du lac et qu'elles édifient une chapelle sur une île centrale inoccupée. Pour la quasi-totalité des habitants, la première messe qui y est dite marque l'acte fondateur de la communauté. Depuis lors, fonctions religieuses et fonctions politiques s'entremêlent puisque le coordinateur de la communauté est aussi, par tradition, le président de l'association locale.

C'est encore l'Église catholique qui permet l'intégration de la communauté dans le mouvement national des *Quilombolas* et fait s'exprimer la mémoire identitaire de l'esclavage, jusque-là très diffuse. La communauté d'Abuí est fortement impliquée dans tous les événements liés à la valorisation de l'identité *quilombola*, car son représentant d'alors, le jeune Carlos, est l'un des principaux *leaders quilombolas* promus par l'Église catholique. Il devient président de l'Arqmo et participe à de nombreuses rencontres au plan national et à l'étranger. Si cela ne débloque pas dans un premier temps la situation foncière (la revendication d'un territoire *quilombola* du haut Trombetas impliquerait le redécoupage d'unités de conservation fédérales, une tâche très complexe sur le plan politique), l'Arqmo permet à la communauté de participer à de nombreux projets, malgré son éloignement. La communauté est notamment bénéficiaire d'aides versées par l'Union européenne pour la mise sur pied d'une coopérative de commercialisation de la noix du Brésil gérée par l'Arqmo, ce qui entraînera la construction d'un dépôt sur place – peu utilisé cependant par la suite.

En 2003, la situation foncière de la communauté d'Abuí est résolue puisque l'État du Pará accorde à l'association Mãe Domingas un titre de propriété collective sur 61 200 ha de terres qui lui appartenaient dans la

région. Depuis cette date, quelques évolutions notables sont intervenues, dont nous avons pu être les témoins lors de nos travaux de terrain de 2010.

En premier lieu, l'esprit de mobilisation, dont faisait preuve l'association lorsqu'il s'agissait de lutter contre les menaces d'expulsion, semble s'être largement tari. L'association est moins active, tant sur le plan religieux que sur le plan politique, et les *leaders* des périodes passées sont moins impliqués (ce qui paraît logique puisque l'objectif principal d'acquérir une sécurité foncière est atteint). En second lieu, l'activité économique semble avoir changé de direction. La noix du Brésil, dont les cours sont bas, perd de son importance et l'élevage bovin fait son apparition, quoiqu'à une échelle réduite. Comme dans d'autres cas, il se développe grâce à un accord conclu avec le maire d'Oriximiná qui propose des associations « à part de fruit » (il en aurait conclu plus de 300 dans la région)⁴. Celles-ci lui permettent non seulement d'augmenter son cheptel, mais aussi de se forger une clientèle politique qui garantit son mandat. Symbole de ce système parfaitement huilé, lors des fêtes de la communauté, la mairie offre un bœuf à la population. Or, ce bœuf est évidemment acheté à un éleveur local, associé du maire, qui empoche donc le pécule et gagne la satisfaction des convives, ce qui constitue un précieux capital politique.

La situation de la communauté d'Abuí a également changé sur le plan matériel. Si la communauté reste isolée, car située très haut sur le Trombetas (et soumise au contrôle de l'ICMBio pour les allers et retours, ce qui limite les échanges), son accès s'est néanmoins amélioré. La mairie subventionne en effet un bateau communautaire qui effectue une liaison par mois. Par ailleurs, des équipements ont été installés. L'école d'Abuí attire les élèves des villages voisins (un service de ramassage scolaire en bateau est subventionné par la mairie) et il y a désormais à demeure un « agent de santé » chargé des vaccinations, de la veille sanitaire et des premiers soins. Ces mesures améliorent le quotidien tout en créant également de nombreux salaires qui ont transformé l'économie locale, autrefois entièrement basée sur le troc.

4. « À part de fruit » : système d'élevage dans lequel un propriétaire de bétail confie un certain nombre de têtes à un propriétaire de pâturage. Le loyer du pâturage sera payé par le partage du fruit, c'est-à-dire les veaux qui naîtront durant le temps du prêt.

Jarauacá : les « collectifs » et les « individuels »

Si la communauté de Jarauacá est localisée sur le territoire *quilombola* Trombetas (reconnu en 1997) et si elle est désignée par tous comme *quilombola*, son histoire n'en est pas moins un mélange entre la dynamique interne aux *quilombos* du Trombetas et de fortes influences de l'extérieur. Le lac est en effet la porte d'entrée de la rivière Acapu ; il a été exploité dès le ^{xix}^e siècle par des familles descendant d'esclaves fugitifs qui y vivaient dispersées ou habitaient la partie amont du lac, autour des lieux-dits Ilha do Furo Grande, Boca do Mocambinho, ou Furo do Espalha Sangue. L'ensemble de ces terres ont été accaparées dans les années 1900-1910 par une famille de commerçants d'Oriximiná, les Guerreiro, qui ont dès lors orienté les activités de cueillette vers la relation patron/client que nous avons déjà décrite.

Mais l'histoire de la communauté elle-même commence avec une famille immigrée du Nordeste (État du Ceará), arrivée au début des années 1920. Fuyant la sécheresse, et par la suite les patrons du caoutchouc qui les volèrent lors de leur première expérience amazonienne dans le Tapajós, les Moura sillonnent la région à la recherche de terres pour s'établir. Ils sont placés par Cazua Guerreiro à Jarauacá et collectent pour lui la noix du Brésil, jouant le rôle de centralisateurs de la production de la région. Au fur et à mesure, ils réussissent à épargner et, avec l'aide de leur patron, se lancent dans l'élevage. Ils installent pour cela des pâturages permanents autour du lac, sur la rive nord comme sur la rive sud, ainsi que sur les deux plus grandes îles.

Dans les années 1950, les Guerreiro construisent une scierie sur une crique donnant sur le lac (elle fonctionnera jusque dans les années 1970) et font venir des ouvriers qualifiés d'autres régions. L'un d'entre eux, Manoel da Silva, vient de l'État d'Amazonas. Il se mariera et fera souche sur place.

Mais c'est l'implantation des Moura qui centralise les activités autour des îles du lac Jarauacá. En 1961, une chapelle est construite sur l'île principale. Elle est dédiée à São Francisco do Canindé, un saint du Nordeste, en hommage à une promesse faite par le fondateur de la dynastie Moura lors de son passage dans les *seringais* du Tapajós. Avec l'inauguration de la chapelle, la communauté est constituée et rattachée à la paroisse d'Oriximiná. À partir de ce moment, des familles qui habitaient de manière isolée en amont des rivières vont se rapprocher ou s'établir sur place.

Ce regroupement entraîne le début d'une coordination collective, dont le but principal est une meilleure organisation de la récolte de la noix du Brésil et, si possible, la mise en place d'une première transformation qui aurait permis d'augmenter la valeur du produit. Au début des années 1980, quelques familles expulsées du lac Batata par l'installation de la mine, comme les Vieira, viennent encore s'installer autour du lac Jarauacá. Peu après, la discussion autour de la reconnaissance de l'identité *quilombola* émerge et divise profondément.

En effet, durant l'ensemble du processus qui a amené à la reconnaissance, en 1997, du territoire *quilombola* Trombetas, deux sensibilités se sont opposées frontalement à Jarauacá. La première, qui allait dans le sens de la revendication d'un territoire communautaire, considérait que les habitants formaient une communauté, une sorte de famille élargie. Elle visait en quelque sorte à généraliser les usages des familles *quilombolas* vivant en amont du lac Jarauacá, dont les territoires n'étaient pas formellement divisés. La seconde visait aussi à la sécurité foncière, mais par le biais d'une reconnaissance individuelle. Elle était puissamment soutenue par les grandes familles d'Oriximiná et les fermiers de la zone de la route du BEC, inquiets des revendications de territoire *quilombola* qui pourraient rogner leurs propriétés. Si la première sensibilité était défendue par l'Arqmo et par son bras local, la seconde a vu également la fondation d'une association, l'Astro (*Associação dos Produtores e Criadores Rurais da Bacia do Rio Trombetas*). Les relations entre les deux entités ont été passablement tendues durant quelques années (menaces, parfois violences physiques) et les rumeurs sur la collectivisation forcée des maisons, des abattis et même des femmes circuleront longtemps dans la région.

Il en a résulté une division de la communauté entre « collectifs » et « individuels ». Les premiers sont ceux qui se sont déclarés en faveur d'un territoire communautaire ; ils sont considérés comme habitants du territoire *quilombola* Trombetas et ayant donc le droit d'en exploiter les ressources. Pour les seconds, qui refusaient leur inclusion dans une zone collective, un arrangement a été trouvé : une bande de terre en bordure nord du lac a été séparée du territoire *quilombola* et lotie à leur profit sur la base de terrains individuels (lotissement Trajap, 28 000 ha)⁵. Il existe d'autres

5. Cf. carte 15, p. 322.

espaces dominés par les lots individuels, notamment sur la partie sud du lac : Cabeceira do Mocambinho, Cabeceira do Sumbal (famille Moura), Cabeceira do Cobra (Antonio Passo), ainsi que sur les rives de l'Acapu, à la sortie du lac (familles arrivées plus récemment qui, pour la plupart, ont acheté leur lopin). Ces terrains reprennent pour certains des limites qui étaient déjà établies auparavant. La communauté São Francisco do Canindé a alors éclaté en deux entités distinctes : la première, qui conserve le nom du saint, mais à laquelle on se réfère désormais le plus souvent par « Jarauacá » et la seconde, fondée (un peu paradoxalement !) par les « individuels », dénommée São Luiz Gonzaga (en hommage au maire) et organisée autour du terrain de José Beraldo. Il existe deux autres communautés religieuses dans les zones de régime de propriété individuelle : Santa Ana (en hommage à la femme du maire), autour de la Cabeceira do Mocambinho, et Nossa Senhora das Dores qui réunit les habitants de l'Acapu.

La fracture entre « collectifs » et « individuels » est encore vive dans la communauté actuelle de Jarauacá, même si les limites entre chaque groupe et leurs pratiques sont assez floues. En effet, le lotissement des « individuels » comprend ainsi des zones d'usage collectif, notamment deux *castanhais* (Linha et Pariri⁶). Par ailleurs, par le biais des mariages et des naissances, de nombreuses familles ont des membres individuels et d'autres « collectifs », si bien qu'elles peuvent accéder aux ressources naturelles d'une zone ou d'une autre. Seuls deux domaines dans lesquels la différenciation est nette demeurent et constituent aujourd'hui des points d'achoppement et de jalousie. Les « collectifs », reconnus comme Quilombolas, sont intégrés au programme social Brasil Quilombola, qui facilite leur accès à diverses politiques publiques et leur octroie notamment des aides alimentaires spéciales ; ce que leur envient les « individuels », qui ne disposent d'aucun soutien spécifique. Par ailleurs, seules les personnes considérées comme membres de la communauté de Jarauacá et usufructières des ressources du territoire *quilombola* Trombetas pourront toucher les *royalties* d'un projet d'exploitation forestière, signé en 2012 avec une

6. A. C. Ferreira Reis, *op. cit.*

entreprise privée⁷. Les « collectifs » se considèrent par ailleurs plus légitimes dans la région que leurs voisins (avec lesquels ils partagent pourtant de nombreux points de leur histoire et des relations de parenté). Frajttag rappelle ainsi qu'ils se considèrent comme les « enfants de l'Erepecuru⁸ ».

La communauté de Jarauacá compte aujourd'hui une cinquantaine de familles. Un tiers est installé de façon permanente sur l'île centrale de São Francisco do Canindé, le reste est dispersé sur les rives du fleuve Acapu. Ce regroupement de la communauté sur l'île date de l'époque de la titularisation, lorsqu'un petit groupe de familles a décidé qu'il fallait « protéger le patrimoine commun⁹ » (à l'époque un groupe électrogène et un réservoir d'eau). Aujourd'hui, avec l'autorisation de l'association, les « collectifs », aussi bien que les « individuels », peuvent s'y installer. L'occupation semble vouée à se densifier sur l'île, qui concentre l'école et les équipements communautaires. Une dizaine de familles a déjà une seconde maison sur l'île, occupée temporairement, soit pendant les fêtes, soit pendant la saison sèche (car durant l'étiage, il faut marcher longtemps pour se déplacer dans les rivières et les criques).

Une quinzaine de familles environ est bilocale, c'est-à-dire que leurs activités sont distribuées de façon égale entre la communauté et la ville d'Oriximiná, mais un nombre beaucoup plus important de familles compte un ou deux adolescents qui passent l'année entière à la ville pour aller à l'école et rentrent au village seulement lors des vacances scolaires.

La collecte de la noix du Brésil, la pêche, et surtout l'agriculture, représentent encore les activités principales de la majorité des familles. L'élevage et l'exploitation du bois gagnent peu à peu du terrain, principalement chez les familles disposant d'un petit capital. Une minorité (2 familles) a accepté de s'associer avec les pêcheurs de la ville. Les bénéfices promis par l'entreprise en charge de l'exploitation forestière

7. Depuis 2011, les associations des propriétaires des territoires Trombetas (Acorqat) et Erepecuru (Acorque) ont signé des contrats d'exploitation forestière avec une entreprise privée. Celle-ci promet aux familles des *royalties* mensuelles de l'ordre de 1800 R\$ (soit trois fois le salaire minimum) pendant cinq ans. La zone sous contrat représente 83 % du territoire Trombetas et 75 % du territoire Erepecuru. En tant que propriétaires, les associations *quilombolas* sont entièrement responsables des dommages environnementaux, dans le cas probable où l'entreprise ne respecte pas les accords conclus (cf. L. de M. M. Andrade, *op. cit.*).

8. J. Frajttag Sauma, « Ser coletivo, escolher individual: território, medo e família nos Rios Erepecuru e Cuminã », 33^e Encontro annual da Anpocs, 2009, p. 3.

9. Propos recueillis sur le terrain par l'équipe du projet Usart.

suscitent de très grandes attentes chez les habitants qui, devant la promesse d'un revenu régulier, et peut-être par naïveté, sous-estiment les risques environnementaux liés au projet.

Campo Alegre

Campo Alegre se situe dans la région désignée comme « l'île du Cuminã », parce qu'elle est comprise entre les deux bras de la rivière Cuminã, qui s'écartent largement juste un peu en amont de la confluence avec le Trombetas, avant de se rejoindre au moment où la rivière prend le nom d'Erepecuru (cf. carte 5 ci-après). Il s'agit d'une région de lacs, où les terres fermes sont peu nombreuses et les inondations annuelles impressionnantes.

L'occupation du Cuminã est ancienne. En 1901, Octavie Coudreau a parcouru la région et noté la richesse en *castanhais* de plateaux situés au nord et à l'est (régions de l'Ariramba et de ce qui est aujourd'hui désigné comme la zone de la route du BEC). Elle décrit le lac de Campo Alegre et celui qui se trouve immédiatement à l'est, le Largo da Fortaleza, aujourd'hui appelé Lago Castanho : « Sur les deux rives de grandes extensions apparaissent, ce sont des lacs. Le Largo de la Fortaleza s'étend au loin à plus de deux kilomètres, celui du Campo Alegre est plus petit. Puis, toujours sur les deux rives, après la lisière marécageuse inévitable, il y a des *castanhais* en quantité¹⁰. »

Elle insiste sur l'activité de collecte de la noix du Brésil dans la région, quoique sur un mode peu réjouissant : « 20 août. Nous sommes dans l'Igarapé Cuminã Mirim, le plus riche en *castanhais* [...]. Les *castanheiros* qui viennent ici pour s'enrichir y meurent avec une rapidité effrayante¹¹ » ; « Si le Cuminã est un des principaux centres d'exportation de *castanhas*, c'est qu'au moment de la *safrá* [récolte] tous les habitants, hommes et femmes, vont à la *castanha*. Cela leur rapporte peu, mais c'est de l'argent immédiat¹². »

Le regard sévère porté par les Coudreau sur la société locale en général amène à relativiser cette description. Quoi qu'il en soit, Octavie

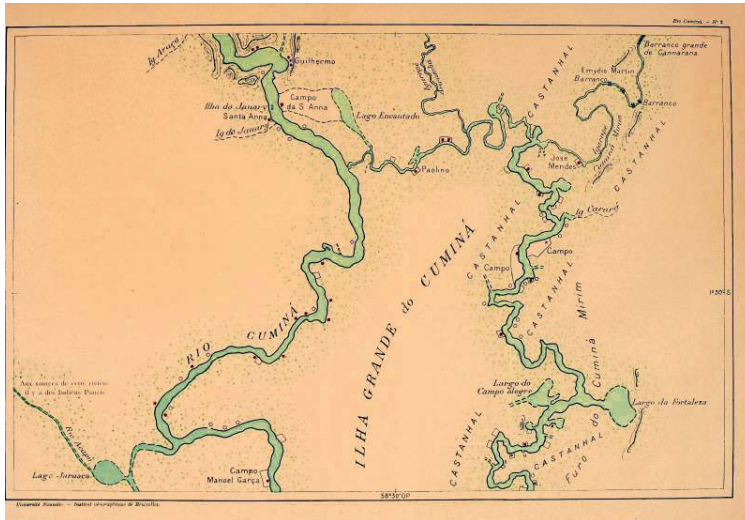
10. O. Coudreau, 1900, *op. cit.*, p. 139.

11. *Ibid.*, p. 137.

12. *Ibid.*, p. 180.

Coudreau situe plusieurs habitations isolées dans la région sur la carte qu'elle dresse, ce qui conforte notre vision d'une occupation par des familles dispersées à cette époque.

Carte 5. Cartographie de l'île du Cuminã par Octavie Coudreau (1901)



Octavie Coudreau, *Voyage au Cuminã, 20 avril 1900-7 septembre 1900*, Paris, A. Lahure, 1901. Source: archives.org

Les témoignages que nous avons pu rassembler permettent de reprendre l'histoire de la zone à la fin des années 1940. À cette époque, le lac appartient à Elvécio Guerreiro (le même propriétaire qu'à Jarauacá), qui maintient un troupeau et un vacher, Bermilho Vinente. Guerreiro gère ses terres en autorisant ou non les installations. Il s'oppose d'abord à l'installation de la famille de João S., puis finit par lui vendre les terrains (en réalité, il le laisse s'installer en échange d'une rémunération), João S. prenant la partie nord et son compère Zé M. la partie sud. Ce dernier s'installe sur ce qui est aujourd'hui l'Ilha do Rocha et contrôle sévèrement les entrées. En parallèle, il possède un petit commerce et ravitaille les habitants de la région.

Zé M. vend sa propriété à Formigão, qui établit une plantation de *malva*¹³, mais son contrôle sur l'intérieur du lac est moins fort. João S. se relocalise un peu plus au nord, vers Capimtuba. Il reste donc de l'espace disponible au centre de la zone de Campo Alegre. De nouveaux habitants, pour certains des parents éloignés de Zé M., s'installent à la fin des années 1970, notamment la famille de Manoel G. Celle-ci a été expulsée en 1962 du lac Castanho, voisin, puis du lac Batata où elle s'était déplacée, vers 1976, lorsque la Mineração Rio Norte a commencé à utiliser le plan d'eau dans le cadre de ses opérations industrielles.

Au moment de Noël 1977, un événement important se produit. Un des habitants récemment arrivé, Zezinho, improvise une célébration religieuse lors du banquet donné par l'une des familles, auquel tous les habitants du lac (à l'époque 9 familles) sont conviés. Pour tous, c'est le moment où ce qui n'était jusqu'alors qu'un regroupement de familles isolées se transforme en communauté. Une île est transformée en zone communautaire et on commence à y édifier une chapelle.

En 1978, forts de leur nouvelle organisation, les habitants demandent l'appui de l'Église pour mieux s'organiser. Ils sollicitent aussi, par leur représentant désormais officiel, l'ouverture d'une école, qui survient quelques années plus tard, bien que de manière précaire. La communauté doit par ailleurs faire face à une affluence de pêcheurs qui souhaitent profiter de l'abondance des poissons dans le lac. Après des démarches auprès des autorités, elle réussit à se voir reconnaître un droit d'usage exclusif sur les ressources. L'un des buts est aussi d'assurer les droits fonciers des familles présentes contre d'éventuels nouveaux arrivants. Les habitants de Campo Alegre considéraient en effet, pour certains, qu'ils avaient également des droits sur la zone du lac Castanho, située immédiatement à l'est du lac de Campo Alegre, de l'autre côté du Cuminã. Cette région est en théorie possédée par la famille Diniz qui expulse ou accepte les familles jusque dans les années 1970. Mais après cette date, des colons venus d'autres parties du Brésil (désignés génériquement comme les « Maranhenses ») commencent à occuper la région de la route du BEC, à y défricher des parcelles et à transformer en une succession de terrains privés ce qui était jusque-là une zone de *castanhais*

13. *Ourena lobata*. Cette plante amazonienne fibreuse s'apparentait au jute et a été très cultivée jusque dans les années 1970, lorsque d'autres types d'emballage de produits agricoles ont été adoptés, tuant l'industrie du sac de jute.

collective. Lorsqu'il fut prouvé que les Diniz ne possédaient pas les titres qu'ils revendiquaient, les colons débouchèrent sur les rives du Castanho. La possibilité d'une « invasion » similaire de leur côté de la rivière amène donc les habitants de Campo Alegre à se mobiliser et à s'organiser.

Une association régionale (Apacmo) est alors créée pour améliorer le dialogue avec les pouvoirs publics et faire avancer la régularisation foncière. À l'époque, chacun souhaite protéger son terrain en obtenant un titre de propriété individuel. Dans les années 1990, la montée du mouvement *quilombola* entraîne des secousses. La population de Campo Alegre est obligée de se positionner sur son rattachement ou non à ce mouvement. Les histoires associant l'adhésion au mouvement à une collectivisation des terres et des femmes circulent ici aussi, de même que la propagande de l'association Astro. Finalement, les habitants décident de ne pas participer et de demander une titularisation individuelle. Mais le dossier n'avance pas et l'Apacmo se délite au milieu d'accusations de corruption.

Au début des années 2000, une nouvelle association regroupant diverses communautés de la région (Acomec – Association des communautés de la région de l'Erepecuru et du Cuminã) est créée, notamment parce que l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (Incra) propose de régulariser rapidement la situation en créant un nouveau type de lotissement. Bien que cette proposition fasse en même temps resurgir les fantasmes de collectivisation – puisque les titres de propriété ainsi émis ne seraient pas individuels mais collectifs –, elle est finalement acceptée à Campo Alegre par la très grande majorité des habitants, notamment parce qu'on leur a garanti qu'ils obtiendraient enfin un titre officiel, qui plus est gratuit, alors que ceux qui opteraient pour un titre individuel devraient payer de leur poche la régularisation foncière.

Depuis, chaque communauté de l'Acomec s'est vu confier une zone dont les contours sont désormais définis : un layon a même été ouvert en pleine forêt pour marquer la limite entre Campo Alegre et Lago do Mato. Aujourd'hui, si la transformation de la zone en PAE (projet de lotissement agro-extractiviste) n'est pas encore effective, le territoire alloué et

les familles appartenant à la communauté sont désormais précisés¹⁴. Le mode de gestion exact reste cependant peu clair pour les habitants, qui continuent de se référer à leur terrain comme un lopin individuel (*lote*), sur lequel ils auraient un droit de propriété entier (« *o que é seu, é seu* », a-t-on souvent dit à l'équipe du projet Usart...).

Aujourd'hui, la communauté de Campo Alegre regroupe une trentaine de familles. La plupart sont apparentées aux trois familles fondatrices, mais il existe quelques exceptions de personnes extérieures qui ont acheté le terrain d'une famille sortante. Les habitants se considèrent en majorité comme des membres de la communauté, même s'ils ne fréquentent pas assidûment l'église et n'exercent aucune fonction dans l'association locale, à laquelle leur participation est irrégulière. Seuls se maintiennent hors de l'association les évangéliques (2 familles) et ceux qui se revendiquent comme « individuels » (en général, ceux-là mêmes qui sont venus récemment en achetant des terrains disponibles). Les habitants pratiquent les activités classiques des populations traditionnelles ou *caboclas* (petite agriculture, extractivisme large, petit élevage) et se revendiquent facilement comme « populations traditionnelles amazoniennes » ou *ribeirinhos*. Certains regrettent même de ne pas s'être associés au mouvement *quilombola*, car ils estiment que les communautés reconnues comme telles bénéficient de privilèges : « Si nous l'avions voulu, nous l'aurions pu, nous sommes tous parents avec eux¹⁵. »

Comme pour les autres sites, les politiques gouvernementales brési-liennes commencent à modifier en profondeur le contexte social, notamment par la création de plusieurs emplois salariés (conducteurs de bateau de ramassage scolaire, professeurs, agents de santé, etc.), mais aussi par

14. En réalité, la proposition initiale de l'Inra visait à créer un lotissement d'un nouveau type, appelé « Projet de lotissement collectif », devant en principe permettre une régularisation plus rapide. Mais cette procédure spécifique de la Direction régionale de l'Inra de Santarém a été attaquée en 2006 par le ministère public, si bien que la situation foncière se trouve gelée depuis lors. L'issue la plus probable dans le cas de l'Acomec est la requalification du lotissement dans la catégorie « lotissement agro-extractiviste », très proche du projet initial et conservant la gestion collective des ressources (et demandant beaucoup moins de formalités pour sa création que les autres catégories de lotissement de réforme agraire). Sur 13 communautés incluses dans le projet initial, le PAE Acomec devrait conserver le territoire de 9 d'entre elles, les 4 autres correspondant aux « colons » de la route du BEC, considérées comme non traditionnelles et devant être régularisées sous la forme de lotissements individuels.

15. Propos recueillis sur le terrain par l'équipe du projet Usart.

la mise en place d'allocations sociales. Les déplacements en ville ne sont pas rares, bien qu'il faille tout de même compter cinq heures en bateau.

Le cas de Campo Alegre est très intéressant pour comprendre la formation de ces communautés rurales qui regroupent la plus grande partie des populations traditionnelles. En effet, l'installation des familles répond avant tout à des stratégies individuelles qui semblent tester le contrôle de l'espace. À certaines époques, les occupants empêchent toute installation; il faut donc aller ailleurs. À d'autres époques, au contraire, des brèches apparaissent qui permettent l'installation, que ce soit en faisant jouer les solidarités familiales ou bien en payant, le plus souvent les deux ensemble. En général, les familles recherchent une crique (*cabeceira*) encore inoccupée et s'y installent. Par la suite, les ménages formés par les enfants s'établissent à proximité, augmentant les effectifs de la crique. Tout cela est très explicite dans la manière dont Zezinho décrit la zone au moment où il s'installe :

« La crique des Antas appartenait aux Lira. João S. se trouvait sur le Capimtuba. La crique du Veado, elle, était libre. D'abord mon frère, Antonio Lira, il a fait sa maison là où se trouve D. Il a vendu à D. et puis est parti pour Juruti. La crique de Bitá n'appartenait à personne. D'abord, c'est un monsieur, Chico P., qui y a fait sa maison. Bitá, c'était B., la sœur de papa et, justement, Bitá a habité là avec ses filles. Dans la Baixa Grande, il n'y avait personne, sur le lac Castanho il n'y avait même pas un seul habitant, c'est peu à peu que les gens sont apparus là-bas, et ils se sont amoncelés là, c'était une invasion car la terre appartenait à Argemírio¹⁶. »

Pour tous, la communauté ne provient pas seulement de la vie dans une même zone, mais aussi du regroupement volontaire des habitants autour de buts communs, de la question religieuse aux revendications auprès des autorités locales. Comme le dit encore Zezinho : « Quand je suis arrivé à Campo Alegre, j'avais 27 ans. Il n'y avait pas de communauté, il y avait des familles mais c'était individuel, c'était chacun dans son coin¹⁷. »

16. Propos recueillis sur le terrain par l'équipe du projet Usart.

17. *Ibid.*

La vie sur place est réglée par un mélange entre droits privés et cadre communautaire. L'installation d'un ménage dans une nouvelle zone ou l'ouverture d'abattis dans la zone considérée comme la réserve foncière commune (zone du Veado Roxo) nécessitent en effet de consulter la communauté, ou tout au moins de conclure un accord tacite. En revanche, les individus sont libres de vendre leur lot à une personne de l'extérieur et on observe un certain *turn-over* des habitants, avec l'entrée régulière de nouveaux venus. Ceux-ci doivent formellement obtenir l'accord de la communauté, mais, dans les faits, celle-ci est contrainte de respecter la vente et doit donc s'accommoder des nouveaux venus, même s'ils ne s'intègrent pas très bien dans l'organisation communautaire.

Caractéristiques socioéconomiques des sites du Trombetas

L'échantillon

L'étude détaillée réalisée dans la vallée du Trombetas porte sur 209 personnes, réparties sur trois sites d'étude : Abuí, Campo Alegre et Jarauacá (cf. tableau 2).

L'échantillonnage est homogène entre les individus interrogés, avec une proportion équivalente d'hommes et de femmes interviewés dans chaque communauté (environ 50-50%) et de chefs de famille et personnes à charge dans chaque site (environ 80% de chefs de famille et 20% de personnes à charge, avec une majorité d'hommes à charge, cf. tableau 5 ci-après). On peut noter cependant que les personnes interrogées à Jarauacá sont en moyenne plus âgées qu'à Abuí et Campo Alegre : 41 ans en moyenne, contre 34 ans à Abuí et 36 ans à Campo Alegre.

Tableau 5. Position familiale d'ego¹⁸

Position dans la famille	Abuí		Campo Alegre		Jarauacá		Total	
	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations
Chef de famille femme	33	43,4 %	25	41 %	29	40,3 %	87	41,6 %
À charge femme	6	7,9 %	3	4,9 %	3	4,2 %	12	5,7 %
Chef de famille homme	28	36,8 %	27	44,3 %	32	44,4 %	87	41,6 %
À charge homme	9	11,9 %	6	9,8 %	8	11,1 %	23	11,1 %
Total	76	100 %	61	100 %	72	100 %	209	100 %

Composition des ménages

Les ménages interrogés sont composés en moyenne de 6,4 personnes par foyer à Abuí (écart type = 3,47 ; nombre d'observations = 36), 5,5 à Campo Alegre (écart type = 3,72 ; n = 28) et 5 à Jarauacá (écart type = 2,58 ; n = 38). Mais cette différence entre les sites d'étude est statistiquement peu significative si l'on utilise les tests classiques (p-value = 13,52 % ; Fisher = 2).

Le nombre moyen d'enfants par personne interrogée est de 4, quel que soit le site d'étude (cf. tableau 6 ci-après).

Tableau 6. Nombre d'enfants d'ego

	Moyenne	Écart type	Min.	Max.	Médiane	Effectif
Abuí	3,99	3,17	0	11	4	73
Campo Alegre	4,42	3,48	0	12	4	55
Jarauacá	3,85	3,3	0	13	4	66
Tous sites confondus	4,06	3,29	0	13	4	194

18. Pour mémoire, *ego* est le terme utilisé pour se référer à la personne interviewée.

L'âge moyen des femmes pour le premier enfant varie de 18 à 20 ans et est légèrement plus élevé à Abuí (cf. tableau 7). L'âge moyen du premier enfant des femmes de la génération des 14-34 ans est bien moins élevé (17 ans) que chez les 34-79 ans (20 ans), certainement à la suite de mises en ménage plus précoces, liées à une décohabitation elle-même plus précoce du domicile familial. Cette tendance au rajeunissement de la fécondité est observable à une échelle plus large au Brésil, où les femmes ont des enfants de plus en plus tôt, mais où leur vie reproductive s'arrête également plus tôt.

Tableau 7. Âge du premier enfant des femmes interviewées

	Moyenne	Écart type	Min.	Max.	Médiane	Effectif
Abuí	20,37	4,3	14	32	19,5	30
Campo Alegre	18,33	2,88	14	24	18	24
Jarauacá	18,07	4	13	27	17	27
Tous sites confondus	19	3,93	13	32	18	81

Dans les générations les plus anciennes des trois communautés, les femmes restaient chez leurs parents jusqu'à ce qu'elles soient mariées. Le contrôle social sur les jeunes filles était fort et le prétendant devait montrer qu'il était capable de subvenir aux besoins d'une famille, c'est-à-dire qu'il devait faire preuve d'une certaine expérience dans le domaine agricole. Les jeunes hommes étaient encouragés à participer à des chasses au long cours ou à des collectes de longue durée en forêt, ce qui les rendait peu disponibles pour le mariage au moment de leur adolescence ou immédiatement après. Ces facteurs peuvent expliquer les mises en ménage tardives, mais qui étaient suivies en général d'une fécondité importante, en l'absence d'accès aux moyens de contraception. De nombreuses femmes de cette génération ont eu plus de 8 enfants (41 % des femmes de la génération des 34-79 ans ont 8 enfants ou plus).

Les jeunes générations ont des histoires de mise en ménage très différentes. Les jeunes hommes sont aujourd'hui disponibles plus tôt puisque les longues périodes en forêt ont disparu et les opportunités d'emploi

salarié se sont multipliées ; ce qui permet d'avoir assez rapidement une autonomie financière, au moins partielle. Pour cette même raison, si tous les jeunes des communautés traditionnelles ont une connaissance de l'agriculture et de ses techniques, certains décident de ne pas la pratiquer, la trouvant trop peu rémunératrice par rapport à la quantité de travail demandée. Par ailleurs, le niveau d'instruction s'améliore. Les jeunes souhaitent mettre à profit leurs années d'étude pour améliorer leur niveau de vie et s'éloignent des activités agricoles qui, de plus, sont vues comme un mode de vie « du passé ».

Dans le cas des jeunes femmes, le contrôle social s'est notablement relâché. Beaucoup sont envoyées au collège en ville, loin de leurs parents. Cet éloignement au moment de l'adolescence entraîne assez souvent des grossesses précoces, souvent non désirées, et une mise en ménage précoce elle aussi, qui signe la fin de la trajectoire scolaire du couple. Le retour dans la zone rurale lui permet alors de fonder un ménage dans de meilleures conditions qu'en ville. Ces facteurs peuvent expliquer, au moins en partie, la chute notable de l'âge des femmes au moment de la première naissance.

Pratiques religieuses

Dans les trois sites d'étude, les personnes interrogées sont majoritairement catholiques. Plus de 85 % des personnes interrogées se sont déclarées de cette confession (cf. tableau 8). Seules 13 personnes interviewées se sont affirmées évangéliques, dont une seule à Abuí. L'influence des églises évangéliques paraît donc encore très modeste dans la vallée du Trombetas, ce qui est un fait notable vu leur croissance très importante en Amazonie d'une manière générale. On notera que leur influence est également très limitée à São Francisco do Iratapuru et à Cunani. Les populations traditionnelles des zones rurales seraient-elles plus résistantes à la foi évangélique ? Ou bien cette faible percée est-elle liée au rôle joué par l'Église dans les luttes foncières, un champ dans lequel les évangéliques, qui axent leur vision du salut sur l'action individuelle et non sur le collectif, ne sont pas du tout investis ? Nous n'avons pas mené d'analyse spécifique sur ce thème qui mériterait d'être repris dans de futures recherches.

Tableau 8. Religion d'ego

Religions	Abuí		Campo Alegre		Jarauacá		Total	
	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations
Catholique	72	94,7 %	52	85,2 %	60	83,3 %	184	88 %
Évangélique	1	1,3 %	6	9,8 %	6	8,3 %	13	6,2 %
Ne sait pas/ Ne répond pas	3	4 %	3	5 %	6	8,4 %	12	5,8 %
Total	76	100 %	61	100 %	72	100 %	209	100 %

Les données tendent à montrer que les évangéliques ont des familles plus nombreuses, mais l'échantillon est très faible et la relation ne paraît pas si évidente (d'autant plus qu'il faudrait prendre en compte le moment de la conversion). Par ailleurs, le nombre total de personnes composant les ménages n'est pas influencé par la religion.

Revenus des ménages

Pour travailler sur les revenus, nous avons choisi de nous focaliser sur les ménages. En effet, hommes et femmes peuvent avoir des sources de revenus différentes (les aides sociales sont par exemple versées au nom des épouses), mais l'ensemble est en général utilisé conjointement au sein de la famille. Il faut par ailleurs souligner que nous ne considérons ici que les revenus monétaires fixes. Un ménage « sans revenus » est, en ce sens, un ménage qui vit de l'agriculture, des collectes, ou bien encore de la vente ponctuelle de sa force de travail (le plus souvent les trois à la fois), et non un ménage sans aucune activité économique. Ces ménages forment d'ailleurs encore une proportion importante des effectifs : un tiers des chefs de famille d'Abuí (soit 12 personnes) ont déclaré que leur ménage ne touchait aucun revenu (5 chefs de famille à Campo Alegre et 3 à Jarauacá).

Les chiffres montrent clairement le changement en cours chez les populations traditionnelles d'Amazonie. Dans notre échantillon, plus des deux tiers des familles, et dans deux sites, plus des trois quarts, ont accès à un revenu monétaire fixe qui leur permet de consommer en ville dans

les canaux de distribution modernes (comme les supermarchés), au lieu d'être dépendantes des acheteurs de leurs produits pour leur approvisionnement. Il y a de ce point de vue clairement un sentiment de libération et le fait de pouvoir fréquenter le supermarché, même si les produits n'y sont pas au meilleur prix, est vu comme une conquête sociale.

Tableau 9. Revenus du ménage d'*ego*

Revenus	Abuí		Campo Alegre		Jarauacá		Total	
	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations
Allocations sociales	14	38,9 %	10	33,3 %	28	62,2 %	52	46,8 %
Emploi saisonnier	2	5,6 %	5	16,7 %	3	6,7 %	10	9 %
Entrepreneur	0	0 %	1	3,3 %	3	6,7 %	4	3,6 %
Retraite rurale	6	16,7 %	7	23,3 %	13	28,9 %	26	23,4 %
Salaire fixe	7	19,4 %	5	16,7 %	14	31,1 %	26	23,4 %
Non-réponse	0	0 %	2	6,7 %	1	2,2 %	3	2,7 %
Aucun	12	33,3 %	5	16,7 %	3	6,7 %	20	18 %
Autre	0	0 %	1	3,3 %	4	8,9 %	5	4,5 %
Total	36	100 %	30	100 %	45	100 %	111	

Comme on le voit dans ce tableau, les aides sociales sont très répandues. Leur répartition peut paraître étrange puisqu'elles concernent 14 chefs de famille à Abuí sur 36 (soit 38,9 %), 10 sur 30 à Campo Alegre (soit 33,3 %), mais 28 sur 45 à Jarauacá (soit 62,2 %). Dans le cas d'Abuí, la proportion plus modeste peut s'expliquer par la date de l'enquête : en 2010, le dispositif du gouvernement fédéral n'avait pas encore atteint sa vitesse de croisière et des zones isolées comme celle du cours moyen du Trombetas étaient encore relativement mal couvertes. Mais la différence entre Jarauacá et Campo Alegre, deux sites proches l'un de l'autre et sondés à seulement un an d'intervalle (Jarauacá en 2011 et Campo Alegre

en 2012), pose question. On peut y voir une influence de l'organisation des Quilombolas. Mieux articulés et objets de politiques spécifiques, ils sont mieux pris en compte que les *ribeirinhos* qui dépendent de soutiens moins efficaces, comme le Syndicat des travailleurs et travailleuses ruraux. L'indéfinition du statut foncier et la paralysie de l'Incrá expliquent aussi sans doute les choses : l'application des dispositifs à Campo Alegre est subordonnée à la régularisation foncière, qui tarde à venir.

Si le programme d'allocations familiales *Bolsa família* a monopolisé l'attention, l'importance du dispositif des retraites rurales doit être soulignée. Ces retraites concernent 16,7% des ménages d'Abuí, 23,3 % des ménages de Campo Alegre et 28,9% des ménages de Jarauacá. On peut donc dire que leur rôle de fixation de la population en zone rurale fonctionne bien. Par ailleurs, leur montant (un salaire minimum, soit 678 R\$ ou environ 200 € en 2013) est plus élevé que celui des allocations familiales et il permet aux familles de capitaliser. Un effet secondaire qui, lui, n'était pas forcément recherché est que ce capital est parfois investi pour se lancer dans l'élevage de bovins, une pratique qui pose plusieurs difficultés dans ce contexte.

En ce qui concerne les salaires fixes, leur nombre est lui aussi significatif : 7 ménages concernés sur 36 à Abuí (19,4 %), 5 sur 30 à Campo Alegre (16,7 %) et 14 sur 45 à Jarauacá (31,1 %). Dans leur grande majorité, ces salaires sont une autre facette des politiques sociales qui sont définies au niveau national, puisque les emplois concernés sont des professeurs, conducteurs de bateau de ramassage scolaire, agents de santé, femmes de ménage des établissements scolaires, etc. Les autres types d'emploi (emplois saisonniers récurrents, commerce, secteur privé d'une manière générale) sont plus rares dans tous les sites.

Organisation sociale et participation

Comme c'est le cas pour la plupart des communautés traditionnelles, les populations des sites étudiés ne sont pas simplement une collection d'individus qui vivent dans un même espace. Il y a entre eux un certain nombre de liens et d'institutions (formalisées ou non) qui permettent de les regrouper sous le nom de « communautés ».

Une première constante est l'existence d'un fonctionnement en famille élargie qui regroupe plusieurs familles nucléaires : un chef de

famille entouré de ses fils et de ses brus, comme à Campo Alegre, ou de ses filles et de ses gendres, comme à São Francisco do Itatapuru, ainsi que des enfants. Ce phénomène semble prédominant dans la région : le fondateur de l'unité de production garantit l'accès à une terre susceptible d'alimenter les différents noyaux familiaux¹⁹. Ce qui va entraîner la fondation d'une nouvelle unité de production est, à un moment de l'histoire familiale, l'incapacité pour le chef de famille d'accorder à un ou plusieurs de ses fils une quantité de terre suffisante, pour des raisons diverses (terrain trop petit, expulsion, etc.).

L'efficacité d'un tel système s'explique par sa fonctionnalité, lorsque l'économie locale est dominée par la vente de farine de manioc. Un groupe de travail constitué du père et de ses gendres, ou de ses fils parvenus à l'âge adulte, offre plusieurs avantages : une production suffisante de farine pour alimenter une vingtaine de personnes (en comptant les enfants), tout en dégagant un surplus destiné à être vendu. Dans un contexte d'instabilité foncière, l'implantation de plusieurs couples réunis au sein d'une seule unité permet de s'assurer l'exclusivité d'une zone particulière (île ou crique) ; en témoigne la hâte avec laquelle sont plantés les arbres fruitiers qui permettent de faire reconnaître la possession d'un terrain.

D'autres raisons peuvent entrer en ligne de compte pour expliquer la constitution et le maintien de familles étendues : fondement d'une parentèle-faction, au sens politique du terme ; prestige lié à l'abondance des maisonnées et des ressources... Ces éléments semblent moins pertinents à Campo Alegre ou à Cunani que les arguments économiques. En revanche, ils jouent certainement un rôle à São Francisco do Itatapuru, où nous avons observé un espace institutionnel de négociation qui rendrait pertinente l'explication des factions. Les unités de production sont en effet très autonomes les unes par rapport aux autres, ceci allant de pair avec un sentiment d'appartenance communautaire assez ténu.

En second lieu, nous avons pu dégager dans les microhistoires de chaque site les moments clés de la formation des communautés, qui sont en général des épisodes très présents dans la mémoire collective. Ces épisodes ont dans la plupart des cas un lien, direct ou indirect, avec

19. Cette affirmation repose sur une observation et sur les propos qui nous ont été tenus et qui permettent, dans la plupart des cas, de confirmer la stabilité de ce système d'organisation et de transmission de la terre sur plusieurs générations.

les organisations sociales mises sur pied par l'Église catholique dans la région amazonienne. Mais, si communauté il y a indéniablement dans la manière dont les habitants ressentent leurs liens avec leurs voisins, cet aspect est sans doute difficile à quantifier. La participation formelle à des organisations sociales l'est moins et nous révèle le degré d'intensité de la mobilisation, à l'heure actuelle, autour des thèmes de la reconnaissance identitaire et foncière.

Tableau 10. Participation sociale

	Abuí		Campo Alegre		Jaraucá		Total	
Participation	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations	Effectifs	% d'observations
À une association locale	16	21,1 %	25	41 %	40	55,6 %	81	38,8 %
À une association professionnelle	5	6,6 %	15	24,6 %	12	16,7 %	32	15,3 %
À une organisation religieuse	7	9,2 %	17	27,9 %	1	1,4 %	25	12 %
Aucune	47	61,8 %	12	19,7 %	15	20,8 %	74	35,4 %
Autres	9	11,8 %	2	3,3 %	6	8,3 %	17	8,1 %
Ne sait pas/ ne répond pas	3	3,9 %	11	18 %	13	18,1 %	27	12,9 %

La participation à des organisations sociales varie grandement entre les sites d'étude. Les personnes d'Abuí semblent moins organisées : il y a un nombre significatif d'individus qui ne sont engagés dans aucune organisation (plus de la moitié des personnes interrogées, c'est-à-dire 47 personnes sur 76). Ce site se démarque aussi par le peu de personnes participant à l'association locale (seulement 16 personnes interrogées, soit 21 %) ou à une association professionnelle. Dans le premier cas, cette affirmation est surprenante puisque l'association locale est la tenante

du titre foncier, si bien que l'adhésion y est en théorie obligatoire afin de pouvoir habiter sur place. On peut considérer cette faible adhésion comme une preuve de la baisse d'intensité de la mobilisation sur place depuis l'obtention d'un statut foncier stabilisé. Mais on peut aussi y voir un épisode conjoncturel, une sorte de désaveu vis-à-vis de la direction actuelle de l'association. Le coordinateur est en effet l'une des personnes les plus engagées dans l'élevage bovin et il est possible que cette déviation par rapport à la « tradition » (et l'enrichissement personnel retiré) soit à l'origine d'une réaction d'humeur de la part des autres habitants.

Au contraire, Jarauacá se démarque par la forte participation à l'association locale des personnes interrogées : 40 personnes sur 72 (56 %), ce qui semble confirmer qu'un certain nombre des caractéristiques économiques plus avantageuses de ce site pourraient être dues à une meilleure organisation de la communauté, centrée autour d'objectifs cohérents, ou bien encore à la personnalité des dirigeants, qui sont peut-être plus consensuels ou fédérateurs que dans les autres cas.

Campo Alegre se démarque quant à lui par la plus forte implication des personnes interrogées dans des organisations religieuses (17 personnes sur 61, soit 28 %) et Jarauacá, au contraire, par une très faible participation des personnes à ce même type d'organisation (une seule personne). Les habitants de Campo Alegre sont également plus fréquemment affiliés à des organisations professionnelles (25 % des personnes), en général la branche locale du Syndicat des travailleurs et travailleuses ruraux (STTR). Mais ici aussi, il s'agit sans doute d'une circonstance conjoncturelle : l'association locale, affiliée au STTR, est le relais de l'Inkra pour la prise en compte des personnes résidant sur place. Il est donc important de compter parmi ses membres pour s'assurer de ne pas être oublié le jour où le projet de lotissement de réforme agraire sera régularisé.

La participation sociale est légèrement influencée par le genre : les femmes sont un peu plus engagées dans les associations locales, les associations professionnelles et les organisations religieuses, mais la différence est peu significative (cf. tableau 11 ci-après). La participation est également influencée par l'âge. Tous sites confondus, 43 % des jeunes de moins de 25 ans interrogés ne sont affiliés à aucune organisation, contre 23 % des 25-49 ans et 37 % des plus de 50 ans. Ce n'est en revanche pas le cas à Campo Alegre, où seulement un jeune de moins de 25 ans a déclaré n'être affilié à aucune organisation. L'explication est la même

que plus haut : la plupart des jeunes veulent faire valoir leurs droits à un terrain et participent donc à l'association locale.

Tableau 11. Influence du genre sur la participation sociale

Participation	Sexe	
	Homme	Femme
À une association locale		
Effectifs	38	43
% d'observations	46,9 %	53,1 %
À une association professionnelle		
Effectifs	13	18
% d'observations	41,9 %	58,1 %
À une organisation religieuse		
Effectifs	11	14
% d'observations	44 %	44 %
Aucune		
Effectifs	40	34
% d'observations	54,1 %	45,9 %
Autre		
Effectifs	8	9
% d'observations	47,1 %	52,9 %
Ne sait pas/ne répond pas		
Effectifs	18	9
% d'observations	66,7 %	33,3 %
Total		
Effectifs	109	100
% d'observations	52,2 %	47,8 %

Il faut cependant parfois relativiser ces chiffres de participation. Dans la plupart des cas, on a affaire à un militantisme discret et les organisations locales ont le plus grand mal à trouver des responsables pour les différentes tâches qui leur incombent. Par ailleurs, la majorité des adhérents ne sont pas à jour de leurs cotisations, ce qui rend délicate la

situation des organisations et limite leurs moyens d'agir. Pour cela, les associations religieuses sont en meilleure posture, car elles ont en général pour activité-phare dans l'année d'organiser la fête du saint patron du village : une kermesse qui permet (si tout va bien, si le public est au rendez-vous) de dégager des bénéfices pour entretenir la chapelle ou bien acheter un équipement collectif.

Cunani et São Francisco do Iratapuru : deux contrepoints à l'analyse

Cunani, de république indépendante à *quilombo*

La Vila de Cunani comporte dix-huit maisons, dont cinq abandonnées, et d'autres faisant l'objet d'occupation intermittente, notamment durant la période de collecte de l'*açaí*²⁰. Elle comprend une partie haute, où se trouve l'église, et une partie basse, où fut construite la base de l'ICMBio. L'église fut érigée au ^{xx}e siècle, en remplacement d'une autre, située vraisemblablement plus près du fleuve, face à la rue principale et construite en brique et tuiles de Marseille. L'église actuelle se contente de tôle amiantée, les tuiles ayant été récupérées pour couvrir une maison. Les maisons sont construites sur pilotis, à 1 m du sol et mesurent environ 6 X 8 m. Elles comportent une véranda, une pièce principale et la partie arrière, coupée en deux, comprend la chambre et la cuisine, ou deux chambres, la cuisine se trouvant reléguée dans un appentis. Les maisons sont entourées d'un jardinet non délimité, où l'on trouve généralement un pied de piment, des citronniers, des cacaoyers et pieds de *cupuaçu* (*Theobroma grandiflorum*), parfois un manguiier. Quelques rares maisons sont peintes en blanc et vert ou bleu. Le centre communautaire fait face à l'église, légèrement

20. L'*açaí* désigne le fruit du palmier du même nom (*Euterpe oleracea*). On en extrait un jus (appelé « vin ») épais et noirâtre, très nourrissant, qui a longtemps été un des piliers de l'alimentation dans la vallée de l'Amazone. Du fait de ses propriétés nutritives et gustatives, mais aussi de son image exotique, l'*açaí* est devenu une mode non seulement au Brésil, mais aussi dans le monde occidental. C'est aujourd'hui un produit d'exportation très demandé et son marché est dynamique, ce qui a amené à modifier les modes de production et la structuration de la filière (cf. E. S. Brondizio, *The Amazonian Caboclo and the Açaí Palm: Forest Farmers in the Global Market*, New York, The New York Botanical Garden Press, 2008).

décalé vers la droite et jouxte l'école, elle-même quasiment en face du dispensaire.

Comme évoqué dans le chapitre précédent, Cunani fut au cœur de la dispute entre la France et le Brésil pour les terres du nord de l'Amapá et a même été le siège d'une éphémère république. À compter de 1900, ce territoire revient dans le giron du Brésil et ses habitants connaissent la destinée des communautés riveraines amazoniennes : une résidence partagée entre une maison dans le bourg et une autre dans l'abattis, une subsistance reposant sur des opportunités économiques telle la pêche, la collecte de produits ligneux ou non ligneux et de sous-produits animaux, ou la production alimentaire pour subvenir aux besoins du foyer.

Le déclin de Cunani commence vraiment avec l'ouverture, au milieu des années 1970, de la route BR156 qui passe par Calçoene. Rapidement, on concentre dans ce dernier village, qui devient une petite ville, toutes sortes d'équipements pour rationaliser leur coût de fonctionnement. L'école de Cunani, par exemple, s'arrête dorénavant au CM1 (*quarta série*), entraînant un début de migration vers le chef-lieu pour les familles désireuses de voir leurs enfants continuer les études. Dans le même temps, le commerce des peaux de félins est interdit et le trafic maritime diminué par la concurrence du transport routier. Mais le déclin est lent, presque imperceptible. C'est la création du parc national du cap Orange (1980) qui porte un coup décisif aux activités économiques des habitants de Cunani, puisque le cabotage fluvial (*marretagem*) est dorénavant prohibé, de même que l'entrée de bateaux de pêche venus s'approvisionner.

En 1987, exaspérés par cet isolement, les habitants prennent eux-mêmes en charge l'ouverture d'une piste en terre battue jusqu'à Calçoene. Mais cette route ne réglera que partiellement le problème économique. D'une part, le parc national gèle l'entrée de commerçants. D'autre part, le coût du fret est prohibitif et les habitants ne peuvent, à cette époque, produire autre chose que de la farine de manioc, tout autre commerce leur étant légalement ou virtuellement interdit. La situation se détendra à partir des années 2000, avec la croissance du commerce de l'açaí et la politique d'apaisement voulue par la direction du parc.

De son côté, l'Ibama (l'Institut brésilien de l'environnement) lançait en 2005 un programme de soutien aux communautés du pourtour du parc par le tourisme équitable. L'initiative fit long feu, mais suscita des attentes et probablement des conflits au sein de la communauté. L'excellente relation du chef du parc de l'époque avec les habitants de la communauté

permet à l'Ibama, devenu ICMBio (Institut Chico Mendès de conservation de la biodiversité), d'implanter une base bien équipée à Cunani, ainsi qu'un pont suspendu sur le fleuve, qui facilita la vie quotidienne des habitants. Le jeu est donc troublé et la position actuelle de la direction du parc semble, plutôt que de trancher la question de la superposition entre le territoire *quilombola* et le parc national (22 000 ha sont concernés), de garder le *statu quo*, qui lui est finalement avantageux. En effet, la communauté décline du fait de la migration des adultes dont les enfants passent en 6^e (*quinta série*), le tronçon de route vers Calçoene est dans un état déplorable, mettant un frein aux invasions de chasseurs et pêcheurs du dimanche, et l'incertitude régnant autour des dimensions finales du *quilombo* (qui finira par être homologué) tend à geler le marché foncier des alentours. En l'état actuel des choses, les habitants de Cunani, pour la plupart âgés de 50 ans et plus, n'exercent qu'une très faible pression sur les ressources – si l'on excepte la saison de l'*açaí*, entre février et juin de chaque année.

La récente mobilisation autour de la création du *quilombo* et les multiples interventions extérieures rendent difficilement lisible la manière dont les habitants reconstituent leur histoire. Comme souvent, on constate une double tendance à se dissocier des prédécesseurs au-delà de trois ou quatre générations, comme si la population actuelle était venue se substituer à un peuplement plus ancien. Il est clair que les habitants de Cunani ont quelque difficulté à revendiquer une ascendance *quilombola*. Par ailleurs, ce qui relève de l'instauration de la République de Cunani s'assimile bien plutôt à un discours appris à l'école.

Les détails qui surgissent spontanément sur l'histoire de Cunani, dès les premiers échanges avec les habitants, sont l'existence d'anciens tunnels (en particulier sous l'église) et des « mensonges » des parents qui y sont relatifs (cf. chapitre VIII); les *missangas* (perles de porcelaine) du temps des missionnaires, trouvées de-ci, de-là dans leur enfance; les *crioulos* – venus en quête d'or –, bien que ce terme puisse également désigner les *baianos* (bahianais), ou même les habitants de Cunani; et les *franceses*, bien que ce terme puisse également recouvrir les créoles de Guyane, comme *ingleses* désigne les habitants créoles du Guyana.

Quatre grandes familles sont mentionnées comme occupantes historiques par les habitants actuels, parmi lesquelles figure la famille da Luz, dont l'ancêtre fut capitaine. L'origine probable de ces familles découle de deux processus successifs. Dans un premier temps, elle remonte à un peuplement au temps du contesté franco-brésilien (origines créole,

marronne, néobrésilienne, française, indigène) vivant en amont de la Vila et y conservant une maison. Plus récemment, elle est le fruit de la colonisation, après la résolution du contesté, par des migrants venant des îles (Baïliques, Marajó, Vigia), attirés par la création de grandes exploitations et pêcheries et qui, en remontant progressivement le fleuve, ont créé des alliances.

L'exemple le plus probant des grandes familles à Cunani est celui des Barbosa, propriétaires d'une *fazenda* à l'embouchure, dont les enfants fondent l'internat dans les années 1940, tandis que le patriarce distribue des terrains aux employés fidèles (notamment à Dona Tomásia). Devenant parrain de nombreux enfants, il leur donne son patronyme en héritage. L'hypothèse d'un peuplement originel lié à des esclaves échappés des plantations (Marrons) semble confortée par la toponymie, qui indique que seules les criques immédiatement en aval et en amont étaient occupées par les anciens habitants. Logiquement, comme dans le cas du fleuve Trombetas, les esclaves fugitifs évitaient de s'installer près de la mer, dans des lieux facilement accessibles par bateau ; ils privilégiaient les terrains en amont des sauts, où le risque d'être de nouveau capturés était moindre.

Une partie de l'histoire familiale des habitants va donc se perdre dans l'archipel des Baïliques ou dans l'île de Marajó : Benedito A. descend d'une créole à la « peau noire luisante comme celle d'une Saramaka », qui fut épousée par un migrant du Pará. L'épouse de Benedito A. descend « d'esclaves noirs de Bahia » du côté de son père et de migrants amazoniens « venus pour survivre » du côté de sa mère²¹. Tous les habitants actuels, ou presque, sont issus de ce mélange, résultant du double mouvement de remontée du fleuve par les migrants et de descente par les anciens habitants.

À Vila de Cunani, les foyers sont généralement désignés par le nom de la femme qui l'occupe. La supériorité numérique des femmes trouve son origine dans la plus forte proportion de migrations, y compris saisonnières, chez les hommes. Ajoutons que le déclin des activités économiques masculines (vente de manioc, pêche, *açaí* n'occupant qu'une courte période de l'année) entraîne une perte d'influence des hommes comme seuls pourvoyeurs du foyer et ébranle leur autorité, rendant moins

21. Propos recueillis sur le terrain par l'équipe du projet Usart.

tolérables, aux yeux de leurs épouses, les abus d'alcool et les violences. La conversion au protestantisme afin de ne plus consommer d'alcool est pour certains une alternative.

Les fêtes de saints sont organisées, pour la Santa Maria, par les femmes et pour la São Benedito, par les hommes. La fête de São Raimundo, le « saint accoucheur », autrefois organisée par les femmes, n'est plus célébrée en raison du faible nombre de naissances actuellement observé. La plupart des femmes qui résident à Cunani ont en effet subi, à leur demande, une ligature des trompes, pour beaucoup d'entre elles après le huitième enfant.

Les témoignages concordent pour affirmer qu'il n'y a pas de chef de la communauté. Les décisions, dit-on, sont prises collectivement, au cours de réunions formelles ou informelles. Un tel mode de décision se ressent par l'observation du manque d'entretien de la Vila, où les herbes hautes gagnent du terrain. On voit ainsi qu'une forte solidarité communautaire, donc une cohésion sociale, n'est pas forcément synonyme d'organisation. Qui plus est, l'organisation est tributaire de personnes extérieures à la communauté, avec les aléas dus à la filouterie ordinaire (abus de confiance ou de biens sociaux).

Ce phénomène mérite quelques explications. Si l'on cherche à Cunani une organisation formelle avec des représentants élus et des projets associatifs, on n'en trouvera pas trace. En revanche, on pourra observer des processus informels de décision et de redistribution, les membres de la communauté maintenant des liens étroits et ayant pour coutume de se réunir pour deviser à différents moments de la journée. Ce phénomène est davantage perceptible dans la partie haute de la Vila. L'instituteur, João B., représentant de l'Association des rémanents du *quilombo* de Cunani, exerce cette activité à travers l'école et les rencontres avec les parents. On ne peut donc discerner un mode formel de gestion communautaire, le principal *leader* féminin, le plus investi dans les projets d'écotourisme, résidant d'ailleurs à Calçoene.

En l'état actuel des choses, et depuis la création du parc national, la communauté s'est trouvée menacée d'expulsion. Par l'intervention de l'Incra, l'identification et la délimitation du *quilombo* de Cunani eurent lieu à marche forcée en 2004, mais sans parvenir jusqu'à l'homologation, car l'étude anthropologique faisait défaut. L'ICMBio ne remet pas en cause l'existence du *quilombo*, mais questionne les 36 000 ha (dont 22 000 dans le parc national) attribués à cette communauté déclinante.

Le vide démographique est paradoxalement accompagné d'une extrême abondance de gibier et de poissons. D'immenses régimes de bananes, des potirons, des tubercules de manioc ou d'igname, circulent d'une maison à l'autre.

São Francisco do Iratapuru, un modèle extractiviste ?

Malgré sa relative proximité à vol d'oiseau avec la ville de Laranjal do Jari, le village de São Francisco do Iratapuru demeure assez isolé (cf. carte 1, p. 33). Il n'est en effet pas possible d'y accéder par le fleuve Jari, la cascade de Santo Antônio étant infranchissable. Par ailleurs, le tronçon de route qui relia jadis la communauté de São Francisco à Laranjal do Jari est depuis longtemps impraticable. Il faut donc atteindre le village en traversant le fleuve Jari à la hauteur de Monte Dourado, puis se rendre par la route à un débarcadère dénommé Porto Sabão, distant d'une trentaine de kilomètres, où l'on emprunte une pirogue motorisée vers São Francisco. Le débarcadère étant inhabité, il est indispensable de communiquer avec le village pour s'assurer qu'une pirogue apparaîtra avant de prendre la route... Malgré la construction d'un barrage sur la chute de Santo Antônio, il n'est pas prévu d'améliorer ces conditions d'accès, ce qui fait que le village demeure dans un relatif isolement.

Pourtant, l'occupation de la rivière Iratapuru par des populations traditionnelles est ancienne. Les vestiges de la présence amérindienne sont nombreux et certains ont été exhumés au début du ^{xx}e siècle par Curt Nimuendajú. Dès la fin du ^{xix}e siècle, des habitants métis sont présents et extraient les ressources naturelles. Ils sont mentionnés par des voyageurs comme Jules Crevaux. Pour autant, et jusqu'aux années 1980, la règle est celle d'un habitat dispersé. Les familles ont leur maison dans leur *colocação*, la zone sur laquelle ils collectent les ressources naturelles, en particulier le latex ou la *balata*, jusqu'aux années 1950, puis, principalement, la noix du Brésil. Ces *colocações* se succèdent sur la rivière Iratapuru et certaines sont éloignées de plus de 50 km de son embouchure.

C'est à partir des années 1980 qu'un centre d'habitation se développe sur la rive droite de la rivière Iratapuru, donnant naissance à l'actuelle communauté de São Francisco. Les raisons du début de ce regroupement reposent principalement sur la volonté d'obtenir l'installation d'une école, ce qui implique qu'un nombre suffisant d'élèves se trouvent à proximité.

En 1992, sous la férule d'un habitant plus entrepreneur, plusieurs familles fondent la Comaru (*Cooperativa Mista dos Produtores e Extrativistas do Rio Iratapuru*), coopérative destinée à mieux s'organiser face aux intermédiaires qui achètent les noix du Brésil. À l'époque, l'objectif est de produire et commercialiser en ville de la farine de noix, afin d'améliorer les revenus (ce produit légèrement transformé se vendant plus cher). L'existence de la coopérative et l'ouverture d'une école attirent d'autres familles qui habitaient le long de l'Iratapuru, si bien qu'à la fin des années 1990, il n'existe plus d'habitation permanente située en amont de la rivière.

Bien que le projet de vente de farine n'ait pas eu un très grand succès, la coopérative s'organise. Elle reçoit des aides financières ou matérielles de divers bailleurs, comme la commune de Laranjal do Jari ou le ministère de l'Agriculture. En 1995, une télévision collective est installée, signe de l'entrée du village dans une nouvelle ère.

En parallèle, l'expérience en cours attire l'attention du gouverneur de l'Amapá élu en 1994, João Alberto Capiberibe, qui souhaite mettre en place un programme de développement durable basé, notamment, sur l'aide à des coopératives de petits producteurs. Le gouverneur soutient à son tour la Comaru, notamment en lui cédant le marché d'approvisionnement des cantines scolaires en biscuits de noix du Brésil, mais aussi en favorisant les contacts avec des bailleurs de fonds qui permettent le développement d'une petite usine de fabrication de biscuits dans le village, ainsi que la mise sur pied d'une infrastructure qui devait être dédiée à l'écotourisme, financée par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). En 1997, il crée par ailleurs au profit du village de São Francisco (et de quelques autres communautés) une immense zone de protection de l'environnement, afin d'assurer la pérennité des *castanhais*. C'est la Réserve de développement durable (RDS) de la rivière Iratapuru, qui couvre 806 000 ha.

Mais les projets en cours ne donnent pas les résultats escomptés. Dans le cas du projet d'écotourisme, une divergence entre la vision des techniciens extérieurs envoyés pour le gérer et la population locale entraîne son interruption. Quant à la production de biscuits, elle n'est pas totalement rentable (il faut par exemple importer de Laranjal do Jari le beurre pour les biscuits avant d'y retourner le produit fini). Enfin, des conflits au sein de la communauté entraînent des disputes, le départ du fondateur de la Comaru et un incendie, sans doute criminel, de l'usine de biscuits à la fin de l'année 2003.

La Comaru semble perdue, mais un contact qui avait été établi antérieurement va la sauver. L'entreprise de cosmétiques Natura s'était en effet intéressée à l'huile de noix du Brésil pour développer une nouvelle ligne de produits et souhaitait compter sur la production de São Francisco, car le potentiel de la RDS Iratapuru en termes d'image médiatique lui paraissait intéressant. À partir de 2004, un partenariat important se noue entre la grande entreprise et la coopérative, permettant à celle-ci de reconstruire son usine, de mettre en place une chaîne de production d'huile de noix et de la faire certifier par le label écologique FSC. Des *royalties* nourrissent un fonds social qui permet la scolarisation de jeunes dans des écoles techniques, la réalisation de travaux d'intérêt général, ou l'achat d'équipements au profit du village. Bien que la relation ne soit pas exempte de malentendus des deux côtés, le village commence à connaître une période de plus grande prospérité ; ce d'autant plus que les producteurs de noix continuent à vendre en parallèle une partie de leur production aux intermédiaires traditionnels, se prémunissant ainsi des fluctuations du contrat de production de Natura²². Tous les habitants, cependant, n'adhèrent pas à la Comaru, soit parce qu'ils sont réticents à accepter les règles que la certification écologique impose pour la production des noix, soit parce qu'ils sont en conflit avec les principales familles qui dirigent la Comaru.

Peu à peu, de nouveaux acteurs apparaissent à São Francisco do Iratapuru. Le premier est la fondation Orsa, aujourd'hui renommée fondation Jari. Émanation du groupe industriel qui a repris la production de cellulose dans la région, elle appuie l'organisation communautaire tout en retirant, elle aussi, un bénéfice en termes d'image, puisque la communauté de São Francisco est désormais l'une des plus connues dans la région.

Par ailleurs, à partir de 2010, la décision est prise de construire un barrage sur les chutes de Santo Antônio, toutes proches. Les études préliminaires, puis le chantier, fournissent de nombreux emplois aux habitants du village, qui ont bénéficié en 2014 de nouvelles maisons, situées hors de la zone d'inondation du réservoir. L'ensemble des négociations semblent avoir été menées à l'avantage des habitants, qui ont gagné,

22. A. Greissing et F.-M. Le Tourneau, *op. cit.*

dans leur relation avec Natura, une plus grande habitude des relations de pouvoir et disposent d'appuis politiques forts en Amapá.

Aujourd'hui, le village de São Francisco rassemble environ 200 personnes, représentant une quarantaine de familles. Plus de la moitié de la population a moins de 18 ans. La relative prospérité qui y règne actuellement rend le lieu attractif, si bien que de nouvelles familles, ou des individus apparentés aux habitants déjà présents, s'implantent régulièrement. Cela étant, le contrôle social est fort et la communauté n'entend pas se laisser envahir. Elle surveille aussi de près l'accès à la rivière Iratapuru pour éviter que des pêcheurs professionnels ne s'y rendent.

Sur le plan foncier, la situation reste ambiguë. Les zones de collecte sont en effet protégées par la RDS, mais celle-ci ne commence que 12 km en amont de l'embouchure. Le reste des terres appartient en théorie à l'entreprise Jari, qui a réalisé des inventaires forestiers préliminaires afin de préparer l'exploitation des essences nobles. Si ce projet n'est pas encore mis en œuvre, c'est notamment parce que l'entreprise envisage par ailleurs de céder les terrains à l'État d'Amapá, en échange d'autres terrains plus intéressants. En attendant, la communauté se trouve incluse dans le territoire de l'entreprise, qui lui a concédé une licence pour la collecte des produits forestiers non ligneux.

Sur le plan économique, la collecte de la noix du Brésil reste une activité centrale à São Francisco, mais, fidèles à leur système flexible d'utilisation des ressources, les habitants privilégient les emplois fixes, plus rémunérateurs et particulièrement nombreux. Avec la construction du barrage de Santo Antônio, sans doute de nombreux individus se sont-ils tournés de nouveau vers la collecte, qu'ils ont eu tendance à délaisser. Par ailleurs, on note l'intérêt grandissant pour la production d'açaí, dont le marché est très porteur partout en Amazonie.

Deux exemples pour développer les analyses

Pour des raisons différentes mais liées à la dynamique du projet de recherche, Cunani et São Francisco do Iratapuru n'ont pas été traités de la même manière que les autres terrains. Dans le premier cas, si le site devait faire l'objet d'un traitement par questionnaire, le fait que la plus grande partie des habitants est en réalité installée dans la ville de Calçoene a rendu le protocole prévu inopérant, si bien que nous avons

préférée ne retenir que les éléments qualitatifs. Dans le second cas, la difficulté de réunir une équipe de recherche complète nous a poussés à y poursuivre les recherches déjà en cours et cohérentes avec les objectifs du projet Usart – puisque portant notamment sur la description précise de l’usage du territoire de collecte.

Bien que n’offrant pas les mêmes données qualitatives que la vallée du Trombetas, ces deux terrains supplémentaires viennent fournir des éléments qui étendent notre analyse et permettent de la conforter.

En premier lieu, ils se situent dans des contextes régionaux différents, notamment Cunani qui est localisé à proximité des marais littoraux de l’Amapá. Ainsi, l’observation de faits ou de tendances analogues dans ces contextes différents nous permet de considérer que les traits décrits ne sont pas des particularismes de la vallée du Trombetas, mais bien des tendances générales que nous pouvons attribuer aux populations traditionnelles.

En second lieu, l’histoire riche et complexe de ces deux sites fait écho à celle du Trombetas et montre que l’intervention d’un certain nombre d’acteurs sociaux est une constante dans la vie des communautés. On y retrouve les ONG ou les institutions (Inkra à Cunani), bien que l’Église catholique soit moins présente. Dans les deux cas, on trouve également des tentatives pour mieux organiser la commercialisation des produits locaux et les difficultés rencontrées rappellent celles du Trombetas, même si le succès de la Comaru montre qu’avec un accompagnement important, il est possible de pérenniser les efforts collectifs.

Enfin, les deux exemples sont intéressants à rapprocher du Trombetas sur la question du rapport des populations à leur milieu et aux politiques de protection de l’environnement. Dans le cas de Cunani, on retrouve un conflit avec le parc national similaire à celui des communautés *quilombolas* du Trombetas, bien qu’il n’y ait eu aucune expulsion. Dans le cas de São Francisco do Iratapuru au contraire, les habitants se sont approprié la politique de préservation pour sécuriser l’accès à leurs ressources.

On l’aura compris, ces deux cas nous permettent une série d’analyses complémentaires et de contrepoints, tantôt par leurs ressemblances avec les trois sites du Trombetas, tantôt par leurs différences. Le fait qu’ils soient aussi dissemblables sur bien des points renforce cet effet et les conclusions.

Des communautés rurales en transformation

L'analyse du parcours historique des communautés que nous étudions montre que, pour la plupart, non seulement leur formation est récente, mais l'implantation des habitants l'est aussi, après des parcours migratoires régionaux parfois complexes. S'il y a donc une solidarité locale indéniable, celle-ci repose sur des relations de parenté proches ou éloignées, sur des relations de voisinage et, en dernier lieu, sur une mobilisation politique à des fins de revendication foncière. La relation au territoire, quant à elle, ne tient pas tant de l'histoire, mais plutôt de l'importance des produits de l'extractivisme dans les activités économiques.

Tant l'analyse des événements récents que celle de la configuration économique et sociale permet de se rendre compte de l'importance des transformations en cours. En premier lieu, l'isolement a grandement diminué. Les villages sont en lien avec le reste de la société brésilienne par des moyens de communication, fussent-ils précaires (bateau, moto, etc.), et par des institutions (école, dispensaire, etc.). D'un autre côté, les caractéristiques économiques des sociétés en question sont en pleine évolution. Les allocations sociales et le salariat sont désormais largement répandus, incluant les populations rurales dans une économie monétaire qu'elles ne pouvaient atteindre, il y a encore vingt ans, que par l'intermédiaire de patrons qui profitaient de leur position. Dorénavant aptes à amasser un capital, même modeste, les habitants peuvent choisir dans une palette d'activités plus large qu'autrefois. Enfin, le changement social est lui aussi en marche, comme le montre l'évolution significative des taux de fécondité et de nuptialité.

Dans ces conditions, se pose la question du maintien ou non d'un rapport particulier à l'espace. Nous essaierons donc, dans la partie suivante, de mieux la cerner, en nous intéressant à l'agriculture, puis aux activités extractivistes.